

Nous pouvons bien user notre salive, nommer des fonctionnaires ici et là, jouer avec les structures, constituer des comités, des comités spéciaux et accroître la bureaucratie, cela ne servira à rien si le cabinet fédéral dirigé par le premier ministre ne fait pas preuve de bonne volonté et ne fait tout son possible pour faire fonctionner le système.

Ces dernières années, nous avons vu la tournure des relations fédérale-provinciales changer plusieurs fois. Pendant le mandat de feu Lester B. Pearson, c'est ce qu'on appelait un esprit de fédéralisme coopératif. A cette époque, nous avons vu édicter des programmes mixtes fédéraux-provinciaux qui, à mon avis, présentaient tous les défauts imaginables et voilà pourquoi nous avons aujourd'hui ces problèmes qui coûtent aux contribuables beaucoup de dollars pour rien.

Prenons l'assurance-maladie dont on a déjà parlé cet après-midi. Tous les députés qui siégeaient à la Chambre à cette époque se sont sans doute rendus compte de la nécessité d'instaurer un régime d'assurance-maladie dans notre pays. Mais, sans consulter les provinces pour savoir si leurs programmes et leur personnel étaient prêts, le gouvernement fédéral a voté des milliards de dollars en échange de services qui n'existaient tout simplement pas.

● (1740)

Sans les consulter le gouvernement a forcé les provinces à participer à un programme conjoint. Actuellement, les services de santé sont en plein désordre dans de nombreuses régions du Canada. Ils sont touchés par une inflation qui se monte actuellement à 20 p. 100, et pourtant le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) s'en lave les mains et déclare aux provinces qu'elles doivent se débrouiller parce que ce domaine relève de leur compétence. C'est le gouvernement fédéral qui les a obligées à participer à ces programmes de soins médicaux, et voilà le langage qu'il leur tient dans les difficultés actuelles. Les programmes font particulièrement faillite vis-à-vis des personnes à bas revenus qui devaient précisément en être les bénéficiaires.

Que nous reste-t-il maintenant que s'est éteint l'esprit du fédéralisme coopératif du regretté premier ministre? Le premier ministre actuel a une certaine prédilection pour la confrontation avec les provinces qu'il traite comme de simples municipalités, ce qui ne veut pas dire que les municipalités n'aient pas leur importance dans le Canada d'aujourd'hui.

Le gouvernement fédéral gaspille inutilement des milliards de dollars versés par le contribuable pour créer une atmosphère de désunion contraire à la nature des choses. Où en est l'Alberta actuellement? Il s'agit tout simplement de la vieille comédie du pouvoir. Le premier ministre et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) doivent comprendre que, à cause du gouvernement fédéral, la prospection est presque complètement arrêtée dans cette province. Quand je suis entré à l'école secondaire et que je suis allé pour la première fois en Alberta, cette province était un parent pauvre au Canada; puis on y a découvert le pétrole. Le premier ministre a déclaré que le pétrole est une richesse non renouvelable et que, si la prospection n'est pas aidée et encouragée par une collaboration fédérale-provinciale, dans huit ou neuf ans, nous serions à court de pétrole. Que veut le gouvernement? Veut-il à Ottawa un pouvoir centralisateur prétendant connaître toutes les réponses? Veut-il que l'Alberta se retrouve sur la paille dans dix ans d'ici et vienne quêter des aumônes à Ottawa, alors que le premier ministre

Relations fédérales-provinciales

actuel de la province essaie d'établir une seconde base pour relancer l'économie.

Une voix: Ne vous fâchez pas.

M. Grafftey: «Ne vous fâchez pas», dites-vous. Qu'arrivera-t-il quand M. Bourassa aura un problème de richesses naturelles sur les bras d'ici un an ou deux? Je suis certain que les courtisans libéraux de l'arrière-ban qui viennent du Québec ne l'entendront pas de cette oreille. Ainsi, nous sommes passés du fédéralisme coopératif à une sorte de confrontation avec les provinces au détriment de l'unité du pays. Bien des gens croient que nous devons nous faire entendre et participer à un débat comme celui-ci; c'est-à-dire que nous devons prendre parti pour le fédéral ou pour les provinces. C'est ridicule. Personne ne peut simplement prendre parti pour l'autorité provinciale ou fédérale dans un cas comme celui-ci.

Si quelqu'un me demandait quelle est la différence réelle entre un libéral et un conservateur sur la plan de la Confédération canadienne, je dirais que l'une des causes de la désunion qui règne dans notre pays est que le premier ministre actuel entraîne les provinces dans une épreuve de force. Il se fait une opinion monolithique du Canada où Ottawa dispose de toutes les solutions. Pourtant Ottawa n'a pas toutes les solutions.

[Français]

M. Pelletier (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question à l'honorable député.

M. l'Orateur adjoint: L'honorable député désire poser une question, mais l'honorable député de Brome-Missisquoi ne veut pas accepter qu'on lui pose une question.

[Traduction]

M. Grafftey: Nous, du parti conservateur, nous nous rendons compte...

Une voix: Monsieur l'Orateur...

M. Grafftey: Je ne répondrai pas en ce moment à une question.

[Français]

M. Pelletier (Sherbrooke): L'honorable député a dit «oui».

[Traduction]

Des voix: Bravo!

M. Grafftey: Je répondrai plus tard. Je me rends compte que c'est très ennuyant d'être député de l'arrière-banc dans ce parti-là. Peu importe qui est le premier ministre du jour, il doit définir et défendre la cause fédérale. Mais le fait de rechercher une forte autorité fédérale n'est pas incompatible avec un fédéralisme décentralisé qui suppose des organismes locaux et l'avantage d'un gouvernement local vigoureux et fort. Le premier ministre peut présenter un millier de bills à la Chambre en vue d'améliorer les structures bureaucratiques des relations fédérales-provinciales mais tant qu'il ne changera pas d'attitude, il nous fera perdre notre temps, aux dépens du contribuable.

On dit souvent que Sir John A. Macdonald était un fédéraliste acharné. A cette époque-là, la Confédération—et je dis «Confédération» et pas «fédération»—était bien différente. Il y a cent et quelques années, les problèmes n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui. Je dis que l'on peut à la fois défendre un gouvernement fort et proposer la création d'un organisme autonome local, car les gens au